

**Art. 20.** L'article 44 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« En complément de l'article 26 du même décret, à compter de l'année budgétaire 2023 et jusqu'à la fin de l'année scolaire durant laquelle une décision d'exécution du Conseil de l'Union européenne constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE, et ayant pour effet d'introduire une protection temporaire est en vigueur, un budget de fonctionnement supplémentaire de 150,7662 euros par élève qui relève d'une décision d'exécution du Conseil de l'Union européenne constatant l'existence d'un afflux massif de personnes déplacées au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE, et ayant pour effet d'introduire une protection temporaire et qui est inscrit pour la première fois dans une école subventionnée ou financée par la Communauté flamande est octroyé au centre d'encadrement des élèves qui collabore avec l'école dans laquelle l'élève est ainsi inscrit afin de compenser les frais d'accueil et d'accompagnement des réfugiés ukrainiens.

Le paiement intervient au plus tard quatre mois après la fin de l'année scolaire en question. ».

CHAPITRE 7. — *Entrée en vigueur et champ d'application dans le temps*

**Art. 21.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2022.

L'article 18 produit ses effets à compter du 24 mai 2022.

L'article 19 produit ses effets à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

L'article 20 produit ses effets à compter du 10 juillet 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 juillet 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-être des animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

—  
Note

(1) *Session 2021-2022*

Documents : – Proposition de décret : 1363 – N° 1

– Texte adopté en séance plénière : 1363 – N° 2

Annales - Discussion et adoption : Séance d'après-midi du 13 juillet 2022.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/32767]

**6 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant les dispositions diverses relatives au signalement, par un membre du personnel, d'une irrégularité au sein d'un service du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicaux-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par l'article 9 du décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 7 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, l'article 9.1.3-1, § 3 ;

Vu le test genre du 3 novembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 septembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 novembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données n°241/2021, donné le 17 décembre 2021 ;

Vu le protocole de négociation n° 555 du Comité de secteur XVII, conclu le 28 avril 2022 ;

Vu l'avis 71.532/4 du Conseil d'État, donné le 20 juin 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup> — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement pour le personnel visé à l'article 2, 1°, la directive 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

Il s'applique au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° membre du personnel : toute personne occupée à quelque titre que ce soit au sein des Services et organismes visés à l'article 1<sup>er</sup> ;

2° stagiaire : la personne qui, sans être membre du personnel au sens du 1°, effectue un stage au sein d'un service du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII ;

3° stagiaire externe : toute personne qui, à quelque titre que ce soit, effectue un stage au sein d'un service du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII sans avoir la qualité de « stagiaire » au sens de l'article 2, 2°.

4° ancien membre du personnel : la personne visée au 1° qui n'est plus en service depuis moins de deux ans ;

5° irrégularité:

a) l'exécution ou l'omission d'un acte, par un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public, portant atteinte ou constituant une menace pour les intérêts au sens large de la Communauté française ou pour l'intérêt public et qui :

- constitue une violation d'une norme européenne directement applicable, d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, d'une circulaire, d'une règle interne ou d'une procédure interne, ou

- implique un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement,

b) le fait qu'un membre du personnel ou un organe de gestion d'un organisme d'intérêt public ait sciemment ordonné ou conseillé de commettre une irrégularité telle que visée sous a) ;

6° fonctionnaire général : le membre du personnel désigné à la fonction de rang 17 visée à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, en ce compris les membres du personnel désignés ad intérim à cette fonction ou s'il s'agit d'un organisme public, le fonctionnaire général dirigeant de cet organisme ;

7° référent intégrité : la personne désignée chargée de recevoir et enquêter sur les signalements internes ;

8° donnée : donnée à caractère personnel au sens de l'article 4.1 du Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

9° informations sur des irrégularités : des informations, y compris des soupçons raisonnables, concernant des irrégularités effectives ou potentielles, qui se sont produites ou sont très susceptibles de se produire dans l'organisation dans laquelle l'auteur de signalement travaille ou a travaillé ou dans une autre organisation avec laquelle l'auteur de signalement est ou a été en contact dans le cadre de son travail, et concernant des tentatives de dissimulation de telles irrégularité ;

10° signalement : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités ;

11° signalement interne : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités en application du présent arrêté ;

12° signalement externe : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités en application du décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

13° « divulgation publique » ou « divulguer publiquement » : la mise à disposition dans la sphère publique d'informations sur des irrégularités ;

14° auteur de signalement : une personne physique qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des irrégularités qu'elle a obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles;

15° facilitateur : une personne physique qui aide un auteur de signalement au cours du processus de signalement dans un contexte professionnel et dont l'aide devrait être confidentielle;

16° contexte professionnel : les activités professionnelles passées ou présentes, indépendamment de la nature de ces activités, par lesquelles des personnes obtiennent des informations sur des irrégularités et dans le cadre desquelles ces personnes pourraient faire l'objet de représailles si elles signalaient de telles informations;

17° personne concernée : une personne physique ou morale qui est mentionnée dans le signalement ou la divulgation publique en tant que personne à laquelle l'irrégularité est attribuée ou à laquelle cette personne est associée;

18° représailles : tout acte ou omission direct ou indirect qui intervient dans un contexte professionnel, est suscité par un signalement interne ou externe ou une divulgation publique, et qui cause ou peut causer un préjudice injustifié à l'auteur de signalement;

19° retour d'informations : la communication à l'auteur de signalement d'informations sur les mesures envisagées ou prises au titre de suivi et sur les motifs de ce suivi.

L'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, ne vise pas les signalements affectant exclusivement les droits individuels des membres du personnel pour lesquels existent d'autres canaux ou procédures, tels les signalements relevant des législations en matière de harcèlement ou de discrimination.

**Art. 3.** Le Ministre de la Fonction publique désigne les référents intégrité parmi les membres du personnel statutaire du niveau 1:

1° un pour l'ensemble des services du Gouvernement de la Communauté française, sur proposition du Secrétaire général ;

2° un par organisme d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII, sur proposition du fonctionnaire général dirigeant l'organisme concerné.

En l'absence de référent intégrité dans un organisme, le référent intégrité des services du Gouvernement de la Communauté française est le référent intégrité de celui-ci.

Le Ministre de la Fonction publique peut mettre fin à la désignation d'un référent intégrité sur proposition dûment motivée du Fonctionnaire général.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le référent intégrité, membre du personnel du niveau 1, doit être désigné en considération des compétences spécifiques techniques et comportementales dans les orientations prévues par le profil de fonction validé par le fonctionnaire général.

Il doit également avoir au minimum 4 années d'expérience dans un service public.

Pour le calcul de l'expérience, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a prestés en faisant partie, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, d'un service public, comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

§ 2. Les candidatures sont introduites auprès du fonctionnaire général des services du Gouvernement ou de l'organisme d'intérêt public dans lequel la fonction de référent intégrité est à pourvoir.

Les épreuves de sélection sont organisées par une commission de sélection, fixée par le Fonctionnaire général.

La commission de sélection se compose de 2 à 4 personnes. Un membre de cette commission est issu du service du personnel, ou délégué par celui-ci, et préside la commission.

La commission de sélection classe les candidats sur la base d'une grille d'évaluation reprenant les critères de sélection relatifs au profil de fonction visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le classement est transmis au Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions qui désigne le référent intégrité.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Afin de garantir son indépendance, le référent intégrité est, dans le cadre de l'exercice de cette fonction, rattaché directement au Secrétaire-général s'il s'agit des services du Gouvernement ou du fonctionnaire dirigeant s'il s'agit d'un organisme public.

Le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant ne dispose pas d'une autorité hiérarchique ou fonctionnelle à l'égard du référent intégrité lorsque celui-ci agit dans le cadre de sa fonction.

§ 2. Le référent intégrité ne peut pas subir de préjudice en raison de l'exercice de sa fonction.

Les préjudices visés à l'alinéa précédent sont notamment, pour autant qu'ils soient fondés totalement ou partiellement sur les actes posés dans le cadre de sa fonction de référent intégrité :

- 1° le licenciement ;
- 2° toutes mesures disciplinaires ;
- 3° toute appréciation négative du signalement dans le cadre d'une procédure de promotion ;
- 4° le transfert de fonctions ou le changement de lieu de travail ;
- 5° le refus ou la suspension des formations ;
- 6° une évaluation négative ou faisant état d'une appréciation négative des faits liés au signalement ;
- 7° la coercition, intimidation, harcèlement ou ostracisme;
- 8° toute discrimination, traitement désavantageux ou injuste.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le fonctionnaire général garantit que le référent intégrité puisse exercer sa fonction de façon indépendante et efficace :

1° en le protégeant contre toutes influences et/ou pressions inappropriées de toute personne et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, en particulier contre toutes pressions visant à obtenir des informations concernant ou pouvant concerner l'exercice de sa fonction ;

2° en mettant les moyens nécessaires à sa disposition afin qu'il puisse exercer sa fonction de façon entièrement confidentielle ;

3° en lui permettant d'entretenir tous les contacts nécessaires à l'exercice de sa fonction ;

4° en lui permettant d'acquérir et/ou d'améliorer les compétences et les connaissances nécessaires à l'exercice de sa fonction ;

§ 2. L'existence, l'identité, la disponibilité, l'accessibilité et la mission du référent intégrité sont portées à la connaissance des membres du personnel.

**Art. 7.** Le Ministre de la Fonction peut, en accord avec le référent intégrité, établir des lignes directrices visant à baliser la méthode de travail du référent intégrité.

#### *CHAPITRE II — Du signalement interne par un membre du personnel, un ancien membre du personnel, un stagiaire ou un stagiaire externe*

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Dans l'hypothèse où le membre du personnel, l'ancien membre du personnel, le stagiaire ou le stagiaire externe obtiennent dans un contexte professionnel des informations sur une irrégularité commise ou en voie d'être commise qu'ils estiment ne pas pouvoir évoquer avec leur hiérarchie, ils le signalent immédiatement au référent intégrité.

§ 2. Le signalement au référent intégrité se fait par écrit, oralement ou les deux.

En cas de signalement oral, un procès-verbal est établi.

Un signalement oral peut s'effectuer par téléphone, via d'autres moyens de communication électroniques ou, sur demande de l'auteur de signalement, par le biais d'une rencontre en personne dans un délai raisonnable.

Le signalement écrit ou le procès-verbal du signalement oral est signé par l'auteur du signalement et contient, à tout le moins, les éléments suivants :

- 1° la date du signalement ;

2° le nom et les coordonnées du membre du personnel, du stagiaire, du stagiaire externe ou de l'ancien membre du personnel qui adresse le signalement ;

3° le nom du service du Gouvernement de la Communauté française ou de l'organisme d'intérêt public où l'auteur du signalement est en service ou était en service moins de deux ans auparavant ;

4° le nom du service du Gouvernement de la Communauté française ou de l'organisme d'intérêt public concerné par l'irrégularité suspectée ;

5° la description de l'irrégularité suspectée.

Dans un délai de sept jours à compter de la réception, écrite ou orale, du signalement, le référent intégrité adresse à l'auteur du signalement un accusé de réception du signalement. Au même moment, s'il le juge utile, le référent intégrité peut inviter l'auteur du signalement à lui fournir, dans un délai raisonnable, toutes informations supplémentaires nécessaires à l'examen préliminaire du dossier, conformément à l'article 11.

§ 3. Le référent intégrité entame son investigation et informe sans délai le Fonctionnaire général qu'un signalement a été déposé sur base du paragraphe 1<sup>er</sup> ou de l'article 17, dans le respect de l'article 10, § 2. En fonction de l'évolution de son investigation, le référent intégrité complète l'information du Fonctionnaire général à chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Le référent intégrité et le Fonctionnaire général décident ensemble si les faits qui sont rapportés dans un signalement nécessitent d'informer d'autres membres de la hiérarchie.

Si la personne concernée par le signalement est le Fonctionnaire général, le référent intégrité informe le Ministre de la Fonction publique pour ce qui concerne le Ministère de la Communauté française ou le Ministre de tutelle de l'organisme d'intérêt public concerné par le signalement.

§ 4. Le Fonctionnaire général, ou le Ministre le cas échéant, peut demander spontanément à être informé du travail effectué par le référent intégrité et, le cas échéant, entendre le référent intégrité sur son travail.

§ 5. Le Fonctionnaire général et le Référent intégrité assurent la mise à disposition d'informations claires et facilement accessibles concernant les procédures de signalement visée par le décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

**Art. 9.** La procédure visée à l'article 8 suspend toute procédure devant la Commission de déontologie dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le Code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public.

Si la procédure prévue à l'article 8 est classée sans suite, la Commission de déontologie peut reprendre le dossier pour instruction.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le référent intégrité a pour mission :

1° d'écouter, d'informer et de conseiller l'auteur du signalement ;

2° d'instruire tout signalement ;

3° de tenir un rapport annuel concernant :

a) le nombre de signalement reçus ;

b) le nombre d'enquêtes et de procédures engagées à la suite de ces signalements et leur résultat et ;

c) s'il est constaté, le préjudice financier estimé et les montants recouvrés à la suite d'enquêtes et de procédures liés aux irrégularités signalées.

Le référent intégrité est également chargé, à l'égard de l'auteur du signalement :

1° le cas échéant, de l'informer de l'existence et des conditions de recours aux autres canaux de signalement et des modalités de protection qui en découle ;

2° le cas échéant, de le renvoyer vers l'instance compétente si le signalement ne relève pas de la compétence du référent intégrité.

§ 2. Le référent intégrité est tenu au secret professionnel. Sans préjudice de la possibilité de prendre sans délai toute mesure visant à assurer la protection de ou des personne(s) concernée(s) par le signalement ou la protection des intérêts de l'organisme, le Fonctionnaire général, ainsi que toute autre membre de la hiérarchie qui serait informé des faits relatifs au signalement ne peuvent en révéler la teneur avant la fin de l'investigation du référent intégrité.

§ 3. Le référent intégrité respecte la confidentialité de l'identité de l'auteur du signalement, sauf si celui-ci autorise expressément sa divulgation.

Par dérogation, l'identité de l'auteur de signalement peut être divulguée, si cela apparaît nécessaire et proportionné, dans le cadre d'enquêtes menées par les autorités compétentes en matière de recherche d'infractions ou dans le cadre de procédures judiciaires, notamment en vue de sauvegarder les droits de la défense de la personne concernée.

L'auteur de signalement est informé avant que son identité ne soit divulguée, à moins qu'une telle information ne risque de compromettre les enquêtes ou les procédures judiciaires concernées. Lorsqu'il informe l'auteur de signalement, le référent intégrité lui adresse une explication écrite des motifs de la divulgation des données confidentielles concernées.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le référent intégrité examine en premier lieu la recevabilité et le bien-fondé du signalement sur la base des informations et pièces communiquées.

Si, après un examen préliminaire, il constate que, manifestement, le signalement n'est pas fondé, il abandonne l'examen.

Dans le cadre de l'examen d'un signalement, le référent intégrité peut faire toute constatation sur place, entendre toutes les personnes concernées et se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaire pour l'instruction du signalement.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure ainsi que le secret professionnel notamment entre client et avocat.

Le référent intégrité recueille et conserve uniquement les informations utiles à l'instruction du signalement.

§ 2. Si le référent intégrité constate que le signalement est recevable et n'est pas manifestement non-fondé, il ouvre une instruction conformément à l'article 12.

§ 3. A tout stade de la procédure d'examen de la demande ou de l'instruction, si le référent intégrité dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, il applique sans délai la procédure prévue par l'article 29 du Code d'instruction criminelle et en informe par écrit le fonctionnaire général dont relève le service ou l'organisme dans lequel l'irrégularité est commise ou en voie d'être commise ainsi que l'auteur du signalement, sauf s'il est impliqué dans le crime ou délit suspecté. S'il existe suffisamment d'indices de croire que le fonctionnaire général est impliqué dans le crime ou le délit suspecté, le référent intégrité informe le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'instruction du signalement, le référent intégrité :

- 1° applique les principes généraux de bonne administration ;
- 2° respecte les droits de la défense ;
- 3° documente et justifie dûment tout acte et toute décision ;
- 4° établit par écrit un mandat d'instruction sur l'irrégularité suspectée
- 5° établit par écrit un rapport circonstancié sur l'instruction menée.

§ 2. Le mandat d'instruction visé au § 1<sup>er</sup>, 4°, est daté, signé et contient à tout le moins les informations suivantes :

- 1° la description de l'irrégularité suspectée ;
- 2° le nom du service du Gouvernement de la Communauté française ou de l'organisme d'intérêt public concerné par l'irrégularité suspectée ;
- 3° les questions d'instruction.

Toute modification apportée au mandat d'instruction est consignée par écrit par le référent intégrité, dans un avenant daté et signé.

§ 3. En application du § 1<sup>er</sup>, le référent intégrité peut réaliser toute constatation sur place dans un service du Gouvernement de la Communauté française ou dans un organisme d'intérêt public qu'il juge utile, associer à l'instruction tout membre du personnel, stagiaire ou ancien membre du personnel qu'il juge utile et se faire communiquer, par un service du Gouvernement de la Communauté française ou un organisme d'intérêt public, tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaire.

§ 4. Tout membre du personnel, stagiaire ou ancien membre du personnel associé à l'instruction a le droit de se faire assister par un conseil de son choix.

Le référent intégrité notifie au membre du personnel, stagiaire ou ancien membre du personnel associé à l'instruction une notification écrite.

Cette notification mentionne à tout le moins les informations suivantes :

- 1° la description de l'irrégularité suspectée faisant l'objet de l'instruction ;
- 2° la possibilité que l'instruction soit étendue aux faits et circonstances qui sont révélés au cours de celle-ci et qui peuvent être utiles pour définir l'ampleur, la nature et la gravité de l'irrégularité suspectée ;
- 3° le droit à se faire assister par un conseil de son choix.

Cette notification n'est pas d'application lorsque l'intérêt de l'instruction l'exige.

Le référent intégrité :

- 1° garantit que toute personne associée à l'instruction puisse faire sa déclaration en toute liberté, sous réserve des secrets applicables, conformément au § 5 et à l'article 1<sup>er</sup>, § 3 ;
- 2° recueille toute déclaration en vue de rassembler des informations objectives ;
- 3° établit un compte-rendu écrit de chaque déclaration.

Toute personne associée à l'instruction peut compléter le compte-rendu écrit de sa déclaration.

Le compte-rendu écrit, éventuellement complété, de chaque déclaration est daté et signé par toutes les personnes présentes. Chaque page du compte-rendu est numérotée.

Si une personne associée à l'instruction ou, le cas échéant, son conseil, refuse de signer, ce refus est consigné dans le compte-rendu écrit.

A l'issue de l'instruction, chaque personne associée à l'instruction reçoit une copie signée de sa déclaration.

§ 5. Sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup>, § 3, le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande communication ne lui est pas opposable.

§ 6. Au terme de l'instruction, le référent intégrité établit un rapport circonstancié, daté et signé, incluant ses constatations, son appréciation et les mesures qu'il recommande

Le référent intégrité adresse ce rapport au fonctionnaire général concerné ou, s'il existe suffisamment d'indices de croire que le fonctionnaire général est impliqué dans l'irrégularité faisant l'objet du signalement, au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Si le référent intégrité estime que le rapport écrit de l'instruction, visé à l'alinéa 1, contient suffisamment d'éléments pour conclure que l'irrégularité ayant fait l'objet d'un signalement n'a pas eu lieu, il clôture définitivement l'instruction.

Si le référent intégrité estime que le rapport écrit de l'instruction, visé à l'alinéa 1, contient suffisamment d'éléments pour conclure que l'irrégularité ayant fait l'objet d'un signalement a effectivement eu lieu mais qu'il ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, le rapport écrit de l'instruction est transmis, conformément à l'alinéa 2, pour suite voulue.

§ 7. Le référent intégrité fournit à l'auteur de signalement et les personnes associées à l'instruction un retour d'informations dans un délai raisonnable n'excédant pas trois mois à compter de l'expiration de la période de sept jours suivant le signalement.

§ 8. Le référent intégrité respecte la confidentialité de l'identité des personnes autres que l'auteur du signalement mentionnées dans le rapport et de toutes les données à caractère personnel les concernant, sauf si celles-ci autorisent expressément leur divulgation.

Les procès-verbaux d'auditions et documents transmis par d'éventuels témoins dans le cadre de l'enquête, sont uniquement accessibles au référent intégrité. Par dérogation, ces documents peuvent être communiqués par le référent intégrité au fonctionnaire général sur demande dûment justifiée. Dans ce cas, les documents communiqués ne contiennent aucune donnée sur les personnes non concernées par l'enquête.

§ 9. Si, dans un délai de trois mois à compter de l'expiration de la période de sept jours suivant un signalement écrit ou oral, aucune mesure appropriée n'a été prise par le référent intégrité, l'auteur du signalement peut s'adresser au médiateur, conformément au décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

A la demande du référent intégrité, le délai de trois mois visé à l'alinéa 1 peut être prolongé une fois d'une période maximale de trois mois pour des raisons dûment justifiées. Le référent intégrité informe l'auteur du signalement de la prolongation du délai.

**Art. 13.** Le membre du personnel, le stagiaire ou le facilitateur ne subit aucune représaille, en ce compris les menaces ou tentatives de représailles, en raison du signalement :

1° s'il le fait de bonne foi, c'est-à-dire s'il a des motifs raisonnables de croire que les informations signalées sont fondées et révélatrices d'une irrégularité ;

2° si le signalement est effectué via un canal interne ou une divulgation publique en application du présent arrêté ou via un canal externe en application du décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

Les représailles visées à l'alinéa précédent sont notamment, pour autant qu'ils soient fondés totalement ou partiellement sur le signalement du membre du personnel ou du stagiaire :

1° le licenciement ;

2° toutes mesures disciplinaires ;

3° toute appréciation négative du signalement dans le cadre d'une procédure de promotion ;

4° le transfert de fonctions ou le changement de lieu de travail ;

5° le refus ou la suspension des formations du membre du personnel ;

6° une évaluation négative ou faisant état d'une appréciation négative des faits liés au signalement ;

7° la coercition, intimidation, harcèlement ou ostracisme;

8° toute discrimination, traitement désavantageux ou injuste;

9° le non-renouvellement ou résiliation anticipée d'un contrat de travail temporaire.

**Art. 14.** Le membre du personnel ou le stagiaire qui applique la procédure prévue par l'article 29 du Code d'instruction criminelle bénéficie, dans les mêmes conditions, de la protection prévue à l'article 12.

**Art. 15.** Le référent intégrité traite des données à caractère personnel afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées en vertu du présent arrêté et plus particulièrement lorsqu'il accuse réception du signalement, prend connaissance du signalement et éventuellement instruit celui-ci.

Le responsable de traitement est le service du Gouvernement ou l'organisme d'intérêt public au sein duquel le référent intégrité exerce ses fonctions. Si le référent des services du Gouvernement exerce ses fonctions pour le compte d'un organisme dans le cadre de l'article 3, alinéa 2, le responsable du traitement est l'organisme au sein duquel le signalement est effectué.

Le référent intégrité traite les données à caractère personnel suivantes :

1° l'identité, c'est-à-dire les noms, prénoms, coordonnées, le service d'affectation du membre du personnel, du stagiaire, du stagiaire externe ou de l'ancien membre du personnel qui effectue un signalement ;

2° le cas échéant, l'identité de la ou des personnes qui font l'objet d'un signalement d'une irrégularité et ses/leurs coordonnées ainsi que son/leur(s) service(s) d'affectation(s) ;

3° le cas échéant, l'identité de toute personne éventuellement concernée par un signalement parce qu'elle aurait contribué, été témoin ou victime d'une irrégularité ou parce qu'elle pourrait apporter des éléments d'information dans le cadre de l'instruction menée par le référent intégrité ainsi que ses coordonnées et son service d'affectation.

4° toute autre donnée nécessaire transmise par l'auteur du signalement ou recueillie dans le cadre des missions décrites à l'article 10 se rapportant aux personnes listées aux points 1° à 3°, étant entendu que les données à caractère personnel qui ne sont manifestement pas pertinentes pour le traitement d'un signalement spécifique ne sont pas collectées ou, si elles le sont accidentellement, sont effacées sans retard injustifié.

Le référent intégrité peut solliciter les coordonnées visées à l'alinéa 5 auprès des services du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme.

Le référent intégrité ne transmet ces données que dans les cas suivants:

1° il estime être dans la situation prévue à l'article 10, § 2 ;

2° il estime que la procédure prévue à l'article 29 du Code d'instruction criminelle doit s'appliquer ;

3° pour informer le Secrétaire général s'il s'agit des services du Gouvernement ou le fonctionnaire dirigeant s'il s'agit d'un organisme public, en application de l'article 5, alinéa 2, de l'identité de la ou des personnes qui font l'objet d'un signalement afin de prendre les mesures adéquates.

Le référent intégrité informe les membres du personnel visés par un signalement qu'ils font l'objet d'une instruction, sauf si cette information met en péril le bon déroulement de l'instruction.

L'ensemble des données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent arrêté sont détruites au bout de dix ans, sauf en cas de poursuite pénale ou d'action judiciaire, auquel cas les données sont conservées jusqu'à 10 ans après l'issue des poursuites ou de l'action.

Lorsqu'il utilise des canaux informatiques ou téléphoniques pour la réception des signalements, le référent intégrité veille à ce qu'ils soient établis et gérés d'une manière sécurisée garantissant la confidentialité de l'identité de l'auteur de signalement et de tout tiers mentionné dans le signalement et empêchant leur accès par des membres du personnel non autorisé.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup> Sans préjudice des articles 12 et 13, le référant intégrité reçoit les demandes de mesures de protection ou de soutien émanant de l'auteur du signalement, en ce compris une assistance financière et des mesures de soutien, notamment psychologique, dans le cadre des procédures judiciaires.

§ 2. La demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est introduite dans les deux mois de l'évènement justifiant cette demande, par écrit au référant intégrité.

Si la demande porte aussi sur une assistance financière et des mesures de soutien psychologique dans le cadre d'éventuelles procédures judiciaires, le référant intégrité décide de l'octroi ou non dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la réception de la demande s'il ne s'agit pas de dépenses directement liées à une protection contre des représailles.

En cas de refus, l'auteur du signalement peut introduire un recours auprès du fonctionnaire général dans les quinze jours de la notification du refus.

Si la personne concernée par le signalement est le Fonctionnaire général, le recours est introduit auprès du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

§ 3. Si une demande d'assistance juridique ou psychologique est accordée, la gestion intervient par le biais du Centre d'Expertise juridique du Secrétariat général si l'auteur du signalement est un membre du personnel, un ancien membre du personnel ou un stagiaire des services du Gouvernement et par le biais du service désigné par le fonctionnaire général s'il s'agit d'un organisme public.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup> L'auteur du signalement peut bénéficier d'une assistance juridique consistant en la prise en charge totale ou partielle des honoraires et frais d'avocat et de procédure.

§ 2. Sans préjudice des autres types d'aides existants, l'auteur du signalement peut aussi bénéficier d'une assistance psychologique consistant en la prise en charge de séances de consultation auprès d'un psychologue et/ou psychiatre.

§ 3. Les mesures de protection et de soutien visées aux paraphes 1<sup>er</sup> et 2 ne peuvent dépasser une valeur de 3.718,40 euros par signalement.

A titre exceptionnel, sur demande dûment motivée, la prise en charge des frais peut excéder le seuil prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>. L'auteur du signalement ou son représentant, introduit cette demande dûment motivée auprès du service visé à l'article 15, § 3.

Les frais remboursés ou pris en charge, totalement ou partiellement, soit en vertu d'une autre disposition légale ou réglementaire, soit en vertu d'un contrat d'assurance souscrit par la victime ou par tout tiers, ne donnent pas lieu à une intervention.

L'auteur du signalement communique au service visé à l'article 15, § 3, les pièces justifiant les dépenses. A cet effet, sont communiqués, notamment, les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires dans les 10 jours ouvrables de leur remise ou signification.

#### CHAPITRE III — *Du signalement interne élargi au contexte professionnel*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Un signalement relatif à une irrégularité au sens du § 2 constatée ou suspectée dans le chef d'un des Services ou organismes visés à l'article 1<sup>er</sup> peut être introduite, auprès du référant intégrité par toute personne physique, autre que les membres du personnel visés par le Chapitre 1<sup>er</sup>, ou morale estimant avoir constaté, dans un contexte professionnel, une irrégularité commise par un organe ou par un membre du personnel d'un de ces Services ou organismes.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par irrégularité:

a) l'exécution ou l'omission d'un acte par un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou par un organe d'un des Services ou organismes constituant une infraction aux normes européennes directement applicables, lois, décrets, arrêtés applicables aux organismes publics et aux membres de leur personnel, ou allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de ces normes et une menace pour l'intérêt général ou une atteinte à celui-ci, ou impliquant un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement ;

b) le fait pour un membre du personnel dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ou pour un organe d'un des Services ou organismes d'avoir sciemment ordonné ou conseillé de commettre une irrégularité telle que visée aux a).

**Art. 19.** Le référant intégrité traite le signalement selon les modalités fixées par les articles 10, 11 et 14 du présent arrêté.

#### CHAPITRE IV — *Des divulgations publiques*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui, dans un contexte professionnel, obtient des informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, au sein d'un service du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public, et qui fait une divulgation publique de ces informations bénéficie de la protection prévue par le présent arrêté si l'une ou l'autre des conditions suivantes sont remplies :

1° le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel :

a) a d'abord respecté les procédures de signalement prévues par le présent arrêté ou, le cas échéant, par le décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne ;

b) l'irrégularité suspectée faisant l'objet de la divulgation répond à la définition prévue par l'article 2, 5°, du présent arrêté ;

c) aucune mesure appropriée n'a été prise en réponse au signalement dans les délais applicables par le présent arrêté ou, le cas échéant, par le décret conjoint de la Communauté française et de la Région wallonne relativement au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne ;

2° le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel a des motifs raisonnables de croire que la violation peut représenter un danger imminent ou manifester pour l'intérêt public, comme lorsqu'il existe une situation d'urgence ou un risque de préjudice irréversible.

§ 2. Le présent article ne s'applique pas aux cas dans lesquels une personne révèle directement des informations à la presse en vertu de dispositions spécifiques établissant un système de protection relatif à la liberté d'expression et d'information.

CHAPITRE V — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 22.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 6 juillet 2022.

Par le Gouvernement,  
Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/32767]

**6 JULI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende diverse bepalingen betreffende de melding, door een personeelslid, van een onregelmatigheid binnen een dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of een instelling van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteert**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij artikel 9 van het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 7;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, artikel 9.1.3-1, § 3;

Gelet op de gendertest van 3 november 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie van het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 september 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 november 2021;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nr. 241/2021, gegeven op 17 december 2021;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 555 van het Comité van sector XVII, afgesloten op 28 april 2022;

Gelet op het advies 71.532/4 van de Raad van State, gegeven op 20 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit zet gedeeltelijk voor het personeel bedoeld in artikel 2, 1°, de Richtlijn 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, om

Het is van toepassing op het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII<sup>re</sup> ressorteren.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° personeelslid : elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, tewerkgesteld is bij de diensten en instellingen bedoeld in artikel 1;

2° stagiair : de persoon die, zonder personeelslid te zijn in de zin van 1°, een stage loopt bij een van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of bij een instelling van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII<sup>re</sup> ressorteert;

3° externe stagiair : elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, een stage loopt bij een dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of bij een instelling van openbaar nut die onder het Comité van sector XVII<sup>re</sup> ressorteert, zonder de hoedanigheid van "stagiair" te hebben in de zin van artikel 2, 2°.

4° voormalig personeelslid : de persoon bedoeld in 1° die niet minder dan twee jaar in dienst is geweest;

5° onregelmatigheid:

a) het verrichten of nalaten van een handeling door een personeelslid in de uitoefening van zijn ambt of door een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut, waardoor de belangen, in de ruime zin van het woord, van de Franse Gemeenschap of het openbaar belang worden aangetast of in gevaar worden gebracht en dat:

- een schending inhoudt van een rechtstreekse toepasselijke Europese norm, wet, decreet, besluit, omzendbrief, interne regel of procedure, of

- een onaanvaardbaar risico inhoudt voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van de mens of voor het milieu,

b) het feit dat een personeelslid of een beheersorgaan van een instelling van openbaar nut willens en wetens het begaan van een onregelmatigheid zoals bedoeld onder a) heeft gelast of geadviseerd;

6° ambtenaar-generaal : het personeelslid aangewezen voor het ambt van rang 17 bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap met inbegrip van de personeelsleden die ad interim voor dit ambt zijn aangewezen of, indien het een openbare instelling betreft, de leidend ambtenaar-generaal die deze instelling beheert;

7° integriteitsreferent : de persoon aangewezen om interne meldingen te ontvangen en te onderzoeken;

8° gegeven : persoonsgegevens in de zin van artikel 4.1 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens;

9° informatie over onregelmatigheden : informatie, waaronder redelijke vermoedens, over feitelijke of mogelijke onregelmatigheden, die hebben plaatsgevonden of zeer waarschijnlijk zullen plaatsvinden binnen de organisatie waar de melder werkt of heeft gewerkt of binnen een andere organisatie waarmee de melder uit hoofde van zijn werk in contact is geweest, alsmede over pogingen tot verhulling van dergelijke onregelmatigheden;

10° melding : het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over onregelmatigheden

11° interne melding: het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over onregelmatigheden met toepassing van dit besluit;

12° externe melding : het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over onregelmatigheden met toepassing van het gezamenlijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende een gemeenschappelijke mediatiedienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

13° « openbaarmaking » of « openbaar maken »: het publiek toegankelijk maken van informatie over onregelmatigheden;

14° melder : een natuurlijke persoon die in de context van zijn werkgerelateerde activiteiten verkregen informatie over onregelmatigheden meldt of openbaar maakt;

15° facilitator : een natuurlijke persoon die een melder bijstaat in het meldingsproces in een werkgerelateerde context en wiens bijstand vertrouwelijk moet zijn;

16° werkgerelateerde context : huidige of vroegere arbeidsactiviteiten waardoor, ongeacht de aard van die activiteiten, personen informatie kunnen verkrijgen over onregelmatigheden en waarbij die personen te maken kunnen krijgen met represailles indien zij dergelijke informatie zouden melden;

17° betrokkene : een natuurlijke of rechtspersoon die in de melding of bij de openbaarmaking wordt genoemd als persoon aan wie de onregelmatigheid wordt toegeschreven of met wie die persoon in verband wordt gebracht;

18° represailles: een directe of indirecte handeling of nalatigheid die in een werkgerelateerde context plaatsvindt naar aanleiding van een interne of externe melding of openbaarmaking, en die tot ongerechtvaardigde benadeling van de melder leidt of kan leiden;

19° feedback : het aan de melder verstrekken van informatie over de als opvolging geplande of genomen maatregelen en over de redenen voor die opvolging.

Het eerste lid, 4°, heeft geen betrekking op meldingen die uitsluitend de individuele rechten van personeelsleden betreffen en waarvoor andere kanalen of procedures bestaan, zoals meldingen die onder de wetgevingen inzake pesterijen of discriminatie vallen.

**Art. 3.** De Minister van Ambtenarenzaken wijst de integriteitsreferenten aan uit de statutaire personeelsleden van niveau 1:

1° één voor het geheel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, op de voordracht van de Secretaris-generaal;

2° één per instelling van openbaar nut die onder het comité van sector XVII<sup>re</sup> sorteert, op de voordracht van de leidend ambtenaar-generaal van de betrokken instelling.

Bij gebrek aan een integriteitsreferent in een instelling is de integriteitsreferent van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap de integriteitsreferent van deze.

De Minister van Ambtenarenzaken kan de aanstelling van een integriteitsreferent beëindigen op een naar behoren met redenen omkleed voorstel van de ambtenaar-generaal.

**Art. 4. § 1.** Bij de aanstelling van de integriteitsreferent, een personeelslid van niveau 1, moet rekening worden gehouden met de specifieke technische bekwaamheden en gedragsvaardigheden in de oriëntaties die zijn vastgesteld in het door de ambtenaar-generaal goedgekeurde ambtsprofiel.

Hij/zij moet ook ten minste 4 jaar ervaring in een overheidsdienst hebben.

Voor de berekening van de ervaring komen in aanmerking de daadwerkelijke diensten die het personeelslid in welke hoedanigheid ook en zonder vrijwillige onderbreking als ambtenaar in overheidsdienst heeft vervuld in een ambt met volledige prestaties.

§ 2. De kandidaturen worden ingediend bij de ambtenaar-generaal van de diensten van de Regering of bij de instelling van openbaar nut waar het ambt van integriteitsreferent moet worden vervuld.

De selectieproeven worden georganiseerd door een selectiecommissie, die door de ambtenaar-generaal wordt vastgesteld.

De selectiecommissie bestaat uit 2 tot 4 personen. Eén lid van deze commissie is afkomstig uit de personeelsdienst, of wordt door deze dienst afgevaardigd, en zit de commissie voor.

De selectiecommissie rangschikt de kandidaten op basis van een evaluatieschema dat de selectiecriteria bevat met betrekking tot het ambtsprofiel bedoeld in paragraaf 1.

De rangschikking wordt doorgegeven aan de minister van ambtenarenzaken, die de integriteitsreferent aanstelt.

**Art. 5. § 1.** Om zijn onafhankelijkheid te waarborgen, is de integriteitsreferent bij de uitoefening van dit ambt rechtstreeks verbonden aan de Secretaris-generaal in het geval van de diensten van de regering of aan de leidend ambtenaar in het geval van een overheidsinstelling.

De secretaris-generaal of de leidend ambtenaar heeft geen hiërarchisch of functioneel gezag over de integriteitsreferent wanneer de voornoemde referent optreedt binnen het kader van zijn ambt.

§ 2. De integriteitsreferent mag geen nadeel ondervinden als gevolg van de uitoefening van zijn ambt.

De nadelen bedoeld in het vorige lid zijn met name voor zover zij geheel of gedeeltelijk berusten op handelingen die hij heeft verricht in het kader van zijn ambt van integriteitsreferent :

1° ontslag;

2° alle disciplinaire maatregelen;

3° elke negatieve beoordeling van de melding in het kader van een bevorderingsprocedure;

4° overdracht van opdrachten of verandering van locatie van de arbeidsplaats;

5° de weigering of schorsing van opleidingen;

6° een negatieve evaluatie of een evaluatie die een negatieve beoordeling weergeeft van de feiten in verband met de melding;

7° dwang, intimidatie, pesterijen en uitsluiting;

8° elke discriminatie, nadelige of unfair behandeling.

**Art. 6. § 1.** De ambtenaar-generaal zorgt ervoor dat de integriteitsreferent zijn ambt onafhankelijk en doeltreffend kan uitvoeren:

1° door hem te beschermen tegen elke ongepaste beïnvloeding en/of druk vanwege om het even welke persoon en op om het even welke manier, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het bijzonder tegen elke druk om informatie te bekomen die betrekking heeft of kan hebben op de uitoefening van zijn ambt;

2° door de nodige middelen ter beschikking te stellen om hem in staat te stellen zijn ambt in alle vertrouwelijkheid uit te voeren

3° door hem in staat te stellen alle contacten te onderhouden die nodig zijn voor de uitoefening van zijn ambt;

4° door hem in staat te stellen de vaardigheden en kennis die nodig zijn voor de uitoefening van zijn ambt te verwerven en/of te verbeteren;

§ 2. Het bestaan, de identiteit, de beschikbaarheid, de toegankelijkheid en de opdracht van de integriteitsreferent worden aan de personeelsleden bekend gemaakt.

**Art. 7.** De minister voor Ambtenarenzaken kan in overleg met de integriteitsreferent richtlijnen opstellen voor de werkwijze van de integriteitsreferent.

*HOOFDSTUK II — Interne melding door een personeelslid,  
een voormalig personeelslid, een stagiair of een externe stagiair*

**Art. 8. § 1.** Indien een personeelslid, een voormalig personeelslid, een stagiair of een externe stagiair in een werkgerelateerde context informatie verkrijgt over een onregelmatigheid die begaan is of die nog begaan moet worden die ze naar hun mening niet met hun meerdere kunnen bespreken, melden ze dit onmiddellijk aan de integriteitsreferent.

§ 2. De melding aan de integriteitsreferent gebeurt schriftelijk, mondeling of beide.

In geval van een mondelinge melding wordt een verslag opgesteld.

Een mondelinge melding kan telefonisch of via andere elektronische communicatiemiddelen gebeuren of, op verzoek van de melder, door middel van een persoonlijke ontmoeting binnen een redelijke termijn.

De schriftelijke melding of het verslag van de mondelinge melding wordt door de melder ondertekend en bevat ten minste de volgende elementen :

1° de datum van de melding;

2° de naam en de contactgegevens van het personeelslid, de stagiair, de externe stagiair of het voormalige personeelslid dat de melding stuurt;

3° de naam van de dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de instelling van openbaar nut waar de melder in dienst is of in dienst was ten minste twee jaar tevoren;

4° de naam van de dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de instelling van openbaar nut betrokken bij de vermoede onregelmatigheid;

5° de beschrijving van de vermoede onregelmatigheid.

Binnen een termijn van zeven dagen na ontvangst van de schriftelijke of mondelinge melding stuurt de integriteitsreferent de melder een ontvangstbewijs van de melding. Tegelijkertijd kan de integriteitsreferent, indien hij dit nuttig acht, de melder verzoeken hem binnen een redelijke termijn alle aanvullende informatie te verstrekken die nodig is voor het vooronderzoek van het dossier overeenkomstig artikel 11.

§ 3. De integriteitsreferent begint zijn onderzoek en stelt de ambtenaar-generaal onverwijld in kennis van een melding ingediend op grond van paragraaf 1 of artikel 17, met inachtneming van artikel 10, § 2. Afhankelijk van de vooruitgang van zijn onderzoek vult de integriteitsreferent de informatie van de ambtenaar-generaal aan telkens als dat nodig is.

De integriteitsreferent en de ambtenaar-generaal beslissen samen of de in een melding vermelde feiten het nodig maken andere leden van de hiërarchie in te lichten.

Indien de persoon betrokken bij de melding de ambtenaar-generaal is, informeert de integriteitsreferent de minister van Ambtenarenzaken wat betreft het ministerie van de Franse Gemeenschap of de voogdijminister voor de instelling van openbaar nut waarop de melding betrekking heeft.

§ 4. De ambtenaar-generaal of de minister, in voorkomend geval, kan spontaan verzoeken op de hoogte te worden gesteld van het werk van de integriteitsreferent en, in voorkomend geval, de mening van de integriteitsreferent over diens werk te horen

§ 5. De ambtenaar-generaal en de integriteitsreferent zorgen ervoor dat duidelijke en gemakkelijk toegankelijke informatie ter beschikking wordt gesteld over de meldingsprocedures bedoeld in het gezamenlijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende een gemeenschappelijke mediatiedienst van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

**Art. 9.** De procedure bedoeld in artikel 8 schort elke procedure voor de Commissie voor deontologie in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut, op.

Indien de procedure bedoeld in artikel 8 zonder gevolg blijft, kan de Commissie voor deontologie het dossier voor onderzoek overnemen.

**Art. 10.** § 1. De integriteitsreferent heeft als opdrachten :

1° de melder te horen, te informeren en te adviseren;

2° elke melding te onderzoeken;

3° een jaarverslag bij te houden over :

a) het aantal ontvangen meldingen;

b) het aantal onderzoeken en procedures ingesteld naar aanleiding van deze meldingen en het resultaat daarvan, en

c) indien vastgesteld, het geraamde financiële verlies en de ingevorderde bedragen naar aanleiding van onderzoeken en procedures in verband met de gemelde onregelmatigheden.

De integriteitsreferent heeft ten aanzien van de melder ook de volgende opdrachten :

1° in voorkomend geval, hem in te lichten over het bestaan en de voorwaarden van het beroep op andere meldingskanalen en de daaruit voortvloeiende beschermingsregelingen;

2° indien nodig, hem/haar door te verwijzen naar de bevoegde instantie indien de melding niet onder de bevoegdheid van de integriteitsreferent valt.

§ 2. De integriteitsreferent is gebonden door het beroepsgeheim. Onverminderd de mogelijkheid om onverwijld maatregelen te nemen ter bescherming van de persoon (personen) op wie de melding betrekking heeft of ter bescherming van de belangen van de instelling, mogen de ambtenaar-generaal en elk ander lid van de hiërarchie dat in kennis wordt gesteld van de feiten in verband met de melding, de inhoud van de melding niet bekendmaken vóór het einde van het onderzoek door de integriteitsreferent.

§ 3. De integriteitsreferent eerbiedigt de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder, tenzij de melder uitdrukkelijk toestemming geeft voor openbaarmaking ervan.

In afwijking hiervan kan de identiteit van de melder, indien zulks noodzakelijk en evenredig lijkt, worden bekendgemaakt in het kader van een onderzoek door de overheden die bevoegd zijn voor de opsporing van strafbare feiten of in het kader van een gerechtelijke procedure, inzonderheid ter waarborging van de rechten van de verdediging van de betrokkene.

De melder wordt op voorhand verwittigd als zijn identiteit openbaar zal worden gemaakt, tenzij die openbaarmaking het onderzoek of de gerechtelijke procedure in het gedrang zou brengen. Wanneer de integriteitsreferent de melder in kennis stelt, verstrekt hij hem een schriftelijke motivering van de openbaarmaking van de betrokken vertrouwelijke gegevens.

**Art. 11.** § 1. De integriteitsreferent onderzoekt eerst de ontvankelijkheid en de gegrondheid van de melding op basis van de verstrekte informatie en documenten.

Indien hij na een eerste onderzoek vaststelt dat de melding duidelijk ongegrond is, beëindigt hij het onderzoek.

Bij het onderzoek van een melding kan de integriteitsreferent ter plaatse alle waarnemingen verrichten, alle betrokken personen ondervragen en alle documenten en informatie verkrijgen die hij voor het onderzoek van de melding noodzakelijk acht.

Het geheime of vertrouwelijke karakter van de documenten waarvan hij om mededeling verzoekt, kan hem niet worden tegengeworpen, behalve wanneer het gaat om geheimhouding in verband met de landsverdediging, de staatsveiligheid of de buitenlandse politiek, of om beroepsgeheimen, inzonderheid tussen cliënt en advocaat.

De integriteitsreferent verzamelt en bewaart alleen de informatie die relevant is voor het onderzoek van de melding.

§ 2. Indien de integriteitsreferent de melding ontvankelijk en niet kennelijk ongegrond acht, stelt hij een onderzoek in overeenkomstig artikel 12.

§ 3. Indien de integriteitsreferent in enig stadium van de aanvraag- of onderzoekprocedure over voldoende aanwijzingen beschikt om te concluderen dat hij kennis heeft gekregen van een misdrijf of overtreding, past hij onverwijld de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toe en stelt hij de ambtenaar-generaal die verantwoordelijk is voor de dienst of het orgaan waar de onregelmatigheid is of wordt begaan, alsmede de persoon die de melding heeft gegeven, hiervan schriftelijk in kennis, tenzij deze bij het vermoede misdrijf of de vermoedelijke overtreding betrokken is. Indien er voldoende aanwijzingen zijn dat de ambtenaar-generaal betrokken is bij het vermoede misdrijf of de vermoedelijke overtreding, brengt de integriteitsreferent de voor ambtenarenzaken verantwoordelijke minister op de hoogte.

**Art. 12.** § 1. De integriteitsreferent, in het kader van het onderzoek van de melding,:

1° past de algemene beginselen van behoorlijk bestuur toe;

2° eerbiedigt de rechten van de verdediging;

3° documenteert en kleedt met redenen om naar behoren alle handelingen en beslissingen;

4° stelt een schriftelijke onderzoekopdracht op voor het onderzoek van de vermoede onregelmatigheid;

5° stelt een gedetailleerd schriftelijk verslag op over het uitgevoerde onderzoek.

§ 2. De in § 1, 4°, bedoelde onderzoekopdracht wordt gedagtekend en ondertekend en bevat ten minste de volgende gegevens:

- 1° de beschrijving van de vermoede onregelmatigheid;
- 2° de naam van de dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de instelling van openbaar nut die bij de vermoede onregelmatigheid betrokken is;
- 3° onderzoekzaken.

Eventuele wijzigingen in de onderzoekopdracht worden door de integriteitsreferent schriftelijk vastgelegd in een gedateerd en ondertekend addendum.

§ 3. In toepassing van § 1 kan de integriteitsreferent elke controle ter plaatse in een dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of in een instelling van openbaar nut uitvoeren die hij nuttig acht, elk personeelslid, elke stagiair of elk voormalig personeelslid dat hij nuttig acht bij het onderzoek betrekken en van een dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut alle documenten en inlichtingen verkrijgen die hij noodzakelijk acht.

§ 4. Elk personeelslid, elke stagiair of elk voormalig personeelslid dat (die) bij het onderzoek is betrokken, heeft het recht zich te laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze.

De integriteitsreferent stelt het personeelslid, de stagiair of het voormalige personeelslid dat (die) bij het onderzoek betrokken was, hiervan schriftelijk in kennis.

Deze kennisgeving bevat minstens de volgende informatie:

- 1° de beschrijving van de vermoede onregelmatigheid die wordt onderzocht;
- 2° de mogelijkheid om het onderzoek uit te breiden tot feiten en omstandigheden die in de loop van het onderzoek aan het licht komen en die relevant kunnen zijn voor de vaststelling van de omvang, de aard en de ernst van de vermoede onregelmatigheid;
- 3° het recht om bijgestaan te worden door een raadsman van zijn keuze.

Deze kennisgeving is niet van toepassing wanneer het belang van het onderzoek zulks vereist.

De integriteitsreferent:

1° waarborgt dat eenieder die bij het onderzoek is betrokken, zijn verklaring in volle vrijheid kan afleggen, met inachtneming van de toepasselijke geheimhouding, overeenkomstig § 5 en artikel 1, § 3;

2° verzamelt enige verklaring om objectieve informatie te verzamelen;

3° maakt voor elke verklaring een proces-verbaal op.

Iedere persoon die bij het onderzoek betrokken is, mag de schriftelijke vastlegging van zijn verklaring aanvullen.

De schriftelijke verslag van elke verklaring, met eventuele aanvullingen, wordt door alle aanwezigen gedateerd en ondertekend. Elke bladzijde van de notulen is genummerd.

Indien een bij het onderzoek betrokken persoon of, in voorkomend geval, zijn of haar raadsman, weigert te tekenen, wordt deze weigering in de schriftelijke vastlegging opgenomen.

Aan het einde van het onderzoek ontvangt iedere bij het onderzoek betrokken persoon een ondertekend afschrift van zijn verklaring.

§ 5. Onverminderd artikel 1, § 3, kan het geheime of vertrouwelijke karakter van de documenten waarvan hij de openbaarmaking vraagt, niet worden ingeroepen.

§ 6. Aan het eind van het onderzoek stelt de integriteitsreferent een gedetailleerd, gedateerd en ondertekend verslag op met zijn of haar vaststellingen, beoordeling en aanbevolen maatregelen.

De integriteitsreferent zendt dit verslag toe aan de betrokken ambtenaar-generaal of, indien er voldoende aanwijzingen zijn om aan te nemen dat de ambtenaar-generaal bij de gemelde onregelmatigheid betrokken is, aan de voor de overheidsoverheid bevoegde minister.

Indien de integriteitsreferent van oordeel is dat het schriftelijk verslag van het in lid 1 bedoelde onderzoek voldoende elementen bevat om te concluderen dat de gemelde onregelmatigheid niet heeft plaatsgevonden, sluit hij het onderzoek definitief af.

Indien de integriteitsreferent van oordeel is dat het schriftelijk verslag van het in lid 1 bedoelde onderzoek voldoende elementen bevat om te concluderen dat de gemelde onregelmatigheid inderdaad heeft plaatsgevonden, maar hij niet over voldoende elementen beschikt om te concluderen dat hij kennis heeft gekregen van een strafbaar feit, wordt het schriftelijk verslag van het onderzoek overeenkomstig lid 2 ter kennis gebracht van de betrokkene, zodat passende maatregelen kunnen worden genomen.

§ 7. De integriteitsreferent verstrekt de melder en de bij het onderzoek betrokken personen feedback binnen een redelijke termijn van ten hoogste drie maanden, te rekenen vanaf het verstrijken van de termijn van zeven dagen na de melding.

§ 8. De integriteitsreferent eerbiedigt de vertrouwelijkheid van de identiteit van andere personen dan de in het verslag genoemde melder en van alle hen betreffende persoonsgegevens, tenzij zij uitdrukkelijk toestemming geven tot bekendmaking daarvan.

De processen-verbaal van de verhoren en de door de potentiële getuigen in het kader van het onderzoek overgelegde documenten zijn alleen toegankelijk voor de integriteitsreferent. In afwijking hiervan kunnen deze documenten op naar behoren met redenen omkleed verzoek door de integriteitsreferent aan de ambtenaar-generaal worden verstrekt. In dat geval bevatten de meegedeelde documenten geen gegevens over personen die niet bij het onderzoek betrokken zijn.

§ 9. Indien binnen een termijn van drie maanden na het verstrijken van de termijn van zeven dagen die volgt op een schriftelijke of mondelinge melding, geen passend gevolg werd gegeven door de integriteitsreferent, kan de melder zich wenden tot de ombudsman, overeenkomstig het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de gemeenschappelijke mediatiedienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Op verzoek van de integriteitsreferent kan de in lid 1 bedoelde termijn van drie maanden om naar behoren gemotiveerde redenen eenmaal met ten hoogste drie maanden worden verlengd. De integriteitsreferent stelt de melder in kennis van de verlenging van de termijn.

**Art. 13.** Het personeelslid, de stagiair of de facilitator mag geen represailles, met inbegrip van dreigementen of pogingen tot represailles, ondervinden als gevolg van het melden:

1° indien hij dit te goeder trouw doet, d.w.z. indien hij redelijke gronden heeft om aan te nemen dat de gemelde informatie gegrond is en een onregelmatigheid aan het licht brengt;

2° indien de melding geschiedt via een intern kanaal of een openbaarmaking met toepassing van dit besluit of via een extern kanaal met toepassing van het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de gemeenschappelijke mediadienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

De in het vorige lid bedoelde represailles zijn inzonderheid voor zover zij geheel of gedeeltelijk gebaseerd zijn op het verslag van het personeelslid of de stagiair :

1° ontslag;

2° alle disciplinaire maatregelen;

3° elke negatieve beoordeling van de beoordeling in het kader van een bevorderingsprocedure;

4° overplaatsing van ambten of verandering van arbeidsplaats;

5° de weigering of schorsing van de opleiding van het personeelslid;

6° een negatieve beoordeling of een negatieve evaluatie van de feiten in verband met de melding;

7° dwang, intimidatie, pesterijen of ostracisme;

8° elke discriminatie, nadelige of oneerlijke behandeling;

9° het niet vernieuwen of het vroegtijdig beëindigen van een tijdelijke arbeidsovereenkomst.

**Art. 14.** Het personeelslid of de stagiair dat (die) de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering toepast, geniet, onder dezelfde voorwaarden, de bescherming van artikel 12.

**Art. 15.** De integriteitsreferent verwerkt persoonsgegevens met het oog op de uitvoering van de hem krachtens dit besluit toevertrouwde opdrachten en inzonderheid bij de ontvangstbevestiging van de melding, de kennisgeving van de melding en de eventuele opsporing ervan.

De verantwoordelijke voor de verwerking is het regeringsdienst of de instelling van openbaar nut waar de integriteitsreferent zijn ambt uitoefent. Indien de integriteitsreferent van de regeringsdiensten zijn opdrachten uitvoert namens een instantie in het kader van artikel 3, lid 2, is de voor de verwerking verantwoordelijke de instantie waarbinnen de melding is opgenomen.

De integriteitsreferent verwerkt de volgende persoonsgegevens:

1° de identiteit, d.w.z. de naam, de voornamen, de contactgegevens en de dienst van aanstelling van het gemelde personeelslid, de stagiair, de externe stagiair of het voormalig personeelslid;

2° in voorkomend geval, de identiteit van de persoon(-sonen) voor wie een onregelmatigheid wordt gemeld en zijn/haar/ hun contactgegevens en dienst(en) van tewerkstelling;

3° in voorkomend geval, de identiteit van elke persoon die door een melding kan worden geraakt omdat hij of zij mogelijk heeft bijgedragen tot, getuige is geweest van of het slachtoffer is geweest van een onregelmatigheid of omdat hij of zij informatie kan verstrekken in het kader van het door de integriteitsreferent verrichte onderzoek, alsmede zijn of haar contactgegevens en de dienst waartoe hij of zij behoort.

4° alle andere noodzakelijke gegevens die door de melder zijn verstrekt of die zijn verzameld in het kader van de in artikel 10 omschreven opdrachten met betrekking tot de in de punten 1 tot en met 3 opgesomde personen, met dien verstande dat persoonsgegevens die duidelijk niet relevant zijn voor de behandeling van een specifieke melding niet worden ingezameld of, indien zij per ongeluk zijn ingezameld, onverwijld worden gewist.

De integriteitsreferent kan de in lid 5 bedoelde contactgegevens opvragen bij de personeelsdiensten van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap of bij een instantie.

De integriteitsreferentie verstuurt deze gegevens alleen in de volgende gevallen:

1° hij meent zich te bevinden in de toestand bedoeld in artikel 10, § 2;

2° hij van oordeel is dat de procedure van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering moet worden toegepast;

3° om de secretaris-generaal wanneer het gaat om een overheidsdienst of de leidend ambtenaar wanneer het gaat om een overheidsinstantie, met toepassing van artikel 5, tweede lid, in kennis te stellen van de identiteit van de gemelde persoon of personen, zodat passende maatregelen kunnen worden genomen.

De integriteitsreferent deelt de betrokken personeelsleden door middel van een melding mee dat een onderzoek tegen hen loopt, tenzij deze informatie het goede verloop van het onderzoek in gevaar zou brengen.

Alle persoonsgegevens die in het kader van dit besluit worden verzameld, worden na tien jaar vernietigd, behalve in geval van strafrechtelijke vervolging of gerechtelijke procedure, in welk geval de gegevens tot tien jaar na de beëindiging van de vervolging of procedure worden bewaard.

Wanneer voor de ontvangst van meldingen gebruik wordt gemaakt van computer- of telefoonkanalen, ziet de integriteitsreferent erop toe dat deze op zodanige wijze worden opgezet en beheerd dat de vertrouwelijkheid van de identiteit van de melder en van de in de melding vermelde derden wordt gewaarborgd en de toegang van onbevoegde personeelsleden wordt belet.

**Art. 16. § 1.** Onverminderd de artikelen 12 en 13 ontvangt de integriteitsreferent de verzoeken van de melder om beschermings- of ondersteuningsmaatregelen, met inbegrip van financiële bijstand en ondersteuningsmaatregelen, inzonderheid psychologische ondersteuning, in het kader van een gerechtelijke procedure.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde verzoek wordt binnen twee maanden na de gebeurtenis die het verzoek rechtvaardigt, schriftelijk ingediend bij de integriteitsreferent.

Indien het verzoek ook betrekking heeft op financiële bijstand en psychologische ondersteuningsmaatregelen in het kader van een eventuele gerechtelijke procedure, beslist de integriteitsreferent binnen 15 werkdagen na ontvangst van het verzoek of het verzoek wordt ingewilligd, indien het niet rechtstreeks verband houdt met bescherming tegen represailles.

In geval van weigering kan de melder binnen vijftien dagen na kennisgeving van de weigering beroep aantekenen bij de ambtenaar-generaal.

Indien de persoon op wie de melding betrekking heeft, de ambtenaar–generaal is, wordt het beroep ingesteld bij de minister die verantwoordelijk is voor ambtenarenzaken.

§ 3. Indien een verzoek om juridische of psychologische bijstand wordt ingewilligd, wordt het beheerd door het Centre d'Expertise juridique van het Secretariaat-generaal indien de melder een personeelslid, een voormalig personeelslid of een stagiair van de regeringsdiensten is en door de dienst die is aangewezen door de ambtenaar-generaal indien het een overheidsinstantie betreft.

**Art. 17.** § 1. De indiener van de melding kan aanspraak maken op rechtsbijstand in de vorm van gehele of gedeeltelijke betaling van de honoraria van advocaten en de procedurekosten.

§ 2. Onverminderd andere vormen van bijstand kan de indiener van de melding ook psychologische bijstand krijgen in de vorm van raadpleging van een psycholoog en/of psychiater.

§ 3. De in de leden 1 en 2 bedoelde beschermings- en ondersteuningsmaatregelen mogen niet meer bedragen dan 3.718,40 euro per melding.

In uitzonderlijke gevallen kunnen de kosten, op naar behoren met redenen omkleed verzoek, de in lid 1 genoemde drempel overschrijden. De melder of zijn vertegenwoordiger dient dit met redenen omkleed verzoek in bij de in artikel 15, § 3 genoemde dienst.

De kosten die geheel of gedeeltelijk worden vergoed of gedekt, hetzij op grond van een andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling, hetzij op grond van een verzekeringsovereenkomst van het slachtoffer of van een derde, geven geen aanleiding tot tegemoetkoming.

De melder doet aan de in artikel 15, § 3 bedoelde dienst mededeling van de documenten die de uitgaven rechtvaardigen. Daartoe worden dagvaardingen, exploit en in het algemeen alle gerechtelijke stukken binnen 10 werkdagen na de bezorging of betekening meegegeeld.

#### HOOFDSTUK III: — *Van de bredere interne melding naar de beroepscontext*

**Art. 18.** § 1. Een melding betreffende een onregelmatigheid in de zin van § 2 die in een van de in artikel 1 bedoelde diensten of instanties is vastgesteld of wordt vermoed, kan bij de integriteitsreferent worden ingediend door iedere natuurlijke persoon, met uitzondering van de in hoofdstuk 1 bedoelde personeelsleden, of rechtspersoon die van oordeel is dat hij of zij beroepshalve een onregelmatigheid heeft vastgesteld die is begaan door een orgaan of een personeelslid van een van deze diensten of instanties

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder onregelmatigheid verstaan:

a) het verrichten of nalaten door een personeelslid in de uitoefening van zijn ambt of door een orgaan van een van de diensten of instanties van een handeling die in strijd is met de rechtstreeks toepasselijke Europese normen, met wetten, decreten of besluiten die van toepassing zijn op overheidsinstanties en hun personeel, of die in strijd is met het voorwerp of doel van deze normen en een bedreiging vormt voor of afbreuk doet aan het algemeen belang of een onaanvaardbaar risico inhoudt voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van personen of voor het milieu;

b) het feit dat een personeelslid in de uitoefening van zijn ambt of een orgaan van een van de diensten of instanties willens en wetens opdracht heeft gegeven tot of advies heeft verstrekt over het begaan van een onregelmatigheid als bedoeld onder a).

**Art. 19.** De integriteitsreferent behandelt de melding overeenkomstig de procedures van de artikelen 10, 11 en 14 van dit besluit.

#### HOOFDSTUK IV: — *Openbaarmaking van informatie*

**Art. 20.** § 1. Een personeelslid, een stagiair of een voormalig personeelslid dat beroepshalve informatie verkrijgt over een vermoede onregelmatigheid, begaan of in uitvoering, binnen een dienst van de regering van de Franse Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut, en die deze informatie openbaar maakt, geniet de bescherming voorzien door dit besluit indien aan één van de volgende voorwaarden is voldaan:

1° het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid:

a) voorafgaandelijk de meldingsprocedures bedoeld in dit besluit of, in voorkomend geval, in het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de mediatiedienst gemeenschappelijk voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, heeft nageleefd;

b) de vermoede onregelmatigheid die het voorwerp uitmaakt van de openbaarmaking voldoet aan de definitie van artikel 2, 5°, van dit besluit;

c) geen passend gevolg is gegeven aan de melding binnen de termijnen die van toepassing zijn krachtens dit besluit of, in voorkomend geval, krachtens het gemeenschappelijk decreet van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de gemeenschappelijke mediatiedienst van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

2° het personeelslid, de stagiair of het voormalig personeelslid gegronde redenen heeft om aan te nemen dat de inbreuk een onmiddellijk of duidelijk gevaar voor het openbaar nut kan opleveren, bijvoorbeeld in geval van een noodtoestand of een risico van onomkeerbare schade.

§ 2. Dit artikel is niet van toepassing op gevallen waarin een persoon rechtstreeks informatie verstrekt aan de pers op grond van specifieke bepalingen tot instelling van een stelsel van bescherming met betrekking tot de vrijheid van meningsuiting en van informatie.

#### HOOFDSTUK V: — *Slotbepalingen*

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 22.** De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juli 2022.

Vanwege de regering,

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op Wallonië-Brussel Onderwijs,

F. DAERDEN